



Algérie- Mourad Dhina: Abdelaziz Bouteflika, candidat pour un quatrième mandat ? - « du certain incertain ! »

Par [Gilles Munier](#)

Mondialisation.ca, 25 avril 2013

france-irak-actualite.com

Région : [Moyen-Orient et Afrique du Nord](#)

Analyses: [LE MAGHREB](#)

Propos recueillis à Genève par Gilles Munier (1^{ère} partie - 15 mars 2013)

En Algérie, le besoin de changement se fait sentir avec autant d'acuité que dans les autres pays arabes. Bien que les médias français et européens fassent silence sur ce qui s'y passe, la situation est alarmante. Dans ce pays disposant d'immenses richesses, l'avenir semble bouché : des jeunes s'immolent ou émigrent au risque de leur vie, des émeutes éclatent un peu partout, la corruption règne. C'est dans cette atmosphère de fin de règne que le président Bouteflika a décidé de se représenter pour un quatrième mandat en 2014.

Nous avons demandé à Mourad Dhina, cofondateurs du mouvement Rachad*, « *bête noire* » du régime d'Alger depuis qu'il prône le changement par la non-violence, ce qu'il pense de cette candidature.

Mourad Dhina : La candidature de Bouteflika est certaine... mais comme on dit en Algérie : « *c'est du certain incertain !* ». Je ne suis pas du tout sûr qu'il puisse se représenter. Indépendamment du fait qu'il le veuille, il y a des forces pour qui c'est hors de question. Pour une certaine frange des services secrets, il est exclu qu'il se présente à un quatrième mandat. Or, ce sont eux qui l'ont porté au pouvoir. Ils sont les « *faiseurs de rois* ». Pour eux, Bouteflika a rempli la mission qui lui était assignée : leur assurer l'impunité au sortir de la crise sanglante des années 90, donner l'illusion d'un retour à la paix et à la prospérité.

Certes, l'armée et les « *services* » - son fer de lance - ne sont plus dans la même position que lorsqu'ils l'ont fait élire, mais ils ne se sentent pas pour autant dans l'obligation de reconduire le *deal* passé avec lui. Les craintes et le nombre des dirigeants politiques ou militaires mêlés aux massacres des « *années noires* » se sont amenuisés avec le temps. Agés, ils disparaissent les uns après les autres.

Bien que Bouteflika soit malade, absent, incapable d'exercer pleinement les prérogatives de sa charge, il n'en garde pas moins un pouvoir de nuisance. Il s'en sert pour affaiblir les institutions qu'il veut garder sous sa coupe. Pour ce faire, il utilise la ruse, l'argent, les nominations à des postes clés de gens de sa région, ou de clans qui lui sont fidèles. Il faut cependant garder en vue son profil psychologique qui lui fait croire qu'il est « *l'homme providentiel* », qu'il mérite de mourir en tant que président... tout comme il faut s'attendre à ce que la meute de ceux et de celles qui tirent profit de sa présidence - *les scandales de corruption à grande échelle nous le rappellent* - feront tout pour le convaincre de se

représenter afin de continuer à tirer profit de la situation.

En Algérie, personne ne peut accéder à la présidence par la seule voie des urnes

G.M : Alors, selon vous, que va-t-il se passer si Bouteflika se représente ?

Mourad Dhina : Il y en a qui pensent que cette élection pourrait être l'occasion de voir émerger de nouvelles têtes, de nouveaux programmes. Dans cette perspective, des hommes politiques ayant encore des accointances auprès de certains cercles du pouvoir se déclarent partants et se donnent des allures d'opposants, au risque de n'être encore une fois que des « *lièvres* ». C'est le cas, par exemple, d'Ahmed Benbitour(1). D'autres, comme Ali Benflis (2) s'y prépare. Mouloud Hamrouche (3) se dit « *disponible* ». Mais, tous ces gens sont dans l'expectative car ils sont liés d'une façon ou d'une autre au système, malgré le fait que certains d'entre eux se réclament de projets de changement. Ils savent qu'en Algérie – *les choses étant ce qu'elles sont* – personne ne peut accéder à la présidence par la seule voie des urnes, après une compétition loyale. Alors, les hommes politiques font la cour aux mentors dans l'armée et les « *services* ». En 1994, Benflis avait le soutien du général Lamari (4), chef d'Etat major. Il croyait que c'était dans la poche, mais il a dû déchanter. Le général avait conclu entre temps un autre *deal* sans le prévenir...

Dans certains autres cercles, on dit que 2014 n'aura pas lieu. C'est le cas du général Mohand-Tahar Yala (5) qui fait partie des militaires contestataires. Il déclare que le pays va à la dérive, que Bouteflika a ruiné l'Algérie sur tous les plans, qu'un changement doit se produire comme dans les autres pays arabes.

Je ne suis pas sûr, non plus, que l'élection ait lieu dans le cadre prévu, ou voulu par le système en place. Tout est possible, mais des signes avant coureur de ce qui se passera sont à déduire des réactions de l'armée aux gros dossiers que sont la situation au Sahel et les affaires de corruption. Le consensus qui existait entre les différents courants a été sérieusement ébréché. S'ajoutent à cela la guerre au Mali et le survol de l'Algérie par des avions de guerre français...

Les nationalistes algériens ont l'impression d'être les « *dindons de la farce* »

G.M : Le fait que ce soit Laurent Fabius, ministre français des affaires étrangères, qui l'a annoncé a-t-il jeté de l'huile sur le feu ? Comment expliquer qu'une telle autorisation ait été donnée ?

Mourad Dhina : Le survol de l'Algérie par des avions militaires étrangers n'est pas nouveau. Les Américains le font de façon assez récurrente depuis une bonne dizaine d'années. Ces décisions sont souvent le fruit du lobbying de certains politiques auprès des « *services* », plutôt que prises par le commandement militaire. Il ne faut pas aussi oublier que l'armée algérienne évolue : la génération ALN (6) a quasiment disparu, les déserteurs de l'armée française – *les fameux DAF* – ne sont plus seuls aux commandes. Ils doivent compter avec d'autres, notamment avec les officiers formés dans les écoles US – *ils sont relativement nombreux dans les postes de commandement* – ou qui cherchent à moderniser l'armée en regardant vers les Etats-Unis.

Le survol de l'Algérie par des chasseurs français et son annonce par Fabius ont provoqué un malaise parmi les caciques de l'armée et les anciens de l'ALN. Les nationalistes ont eu l'impression d'être les « *dindons de la farce* », que l'ANP (7) était devenue une institution

sous-traitante de l'ancien colonisateur. Je rappelle aussi qu'en 2006 un Mirage français s'est écrasé dans l'Est algérien sans que l'on sache ce qu'il faisait.

La façon dont a été gérée la prise d'otages de In Amenas est à l'origine de nombreuses tensions entre militaires commandant l'opération...

Q : Justement, comment expliquez-vous qu'une telle attaque ait pu se produire. Le Sahara est sous haute surveillance, y compris par les satellites occidentaux, et les Algériens qui veulent s'y rendre ont besoin d'une autorisation spéciale...

Mourad Dhina : Des questions resteront toujours en suspens, mais cet événement démontre que ce qu'on appelle quadrillage et contrôle de l'armée sont une utopie, un mythe. Je suis loin d'être convaincu que l'armée - *dans son état actuel* - ait la capacité de protéger véritablement l'Algérie d'intrusions en provenance de l'étranger. L'armée est comme les autres institutions. On ne peut pas avoir un pays à deux vitesses, un pays en faillite dans des domaines aussi stratégiques que l'éducation et la santé, et j'en passe, et être performant ailleurs, notamment dans le secteur militaire. Il y a là, comme ailleurs, des manifestations diverses de médiocrité, de mépris. Il y a des gens qu'on peut acheter, des choses qui ne fonctionnent pas parce que le cœur n'y est pas, que ce soit au niveau de la troupe ou des hauts gradés.

Je ne crois ni à l'image de l'armée que le régime véhicule, ni ceux qui suggèrent que ce qui s'est passé à In Amenas était manipulé. Je ne veux pas dire qu'il n'y a pas eu de complicités. Combien de fois n'a-t-on pas assisté à des scénari qui dérapent - *comme dans l'affaire des moines de Tibhirine* - et qui finissent de façon catastrophique ? A chaque fois, le régime affirme que « *notre glorieuse armée a fait ce qu'il fallait faire...* ». Et à ceux à qui cela ne suffirait pas: « *Circulez, il n'y a rien à voir !* ». Tout cela dénote d'un état de délabrement de l'armée qui fait peur.

A suivre...

* Mourad Dhina - *physicien algérien formé au MIT, ancien chercheur au CERN et professeur à l'université polytechnique de Zurich* - est un opposant algérien résidant à Genève où il dirige *Alkarama*, une ONG arabe des droits de l'homme. En 2007, il a cofondé le mouvement Rachad (« *droiture* » en français) après avoir représenté le *Front Islamique du Salut (FIS)* à l'étranger. Il milite pour un changement politique *non-violent* dans son pays, ce qui par les temps qui courent effraie le plus les régimes militaires. Arrêté le 16 janvier 2012 à l'aéroport d'Orly, suite à une demande d'extradition des autorités algériennes qui l'accusent de « *terrorisme* », il a été libéré six mois plus tard. L'avocat général, Jean-Charles Lecompte, s'est en effet déclaré « *défavorable* » à son extradition, compte tenu des « *incohérences* », des « *approximations* » et de nombreuses « *discordances* » dans les documents transmis par le régime d'Alger. Le magistrat a qualifié la justice algérienne d' « *ubuesque* » !

Note :

(1) Ahmed Benbitour, Premier ministre de 1999 à 2000.

(2) Ali Benflis, Premier ministre de 2000 à 2003.

(3) Mouloud Hamrouche, Premier ministre de 1980 à 1991.

(4) Mohamed Lamari, ancien officier de l'Armée française ayant déserté en 1961, chef d'Etat

major de l'Armée nationale populaire algérienne(1993-2004). Décédé en février 2012.

(5) Mohand-Tahar Yala, ancien commandant des Forces navales algériennes.

(6) ALN : Armée de libération nationale.

(7) ANP : Armée nationale populaire.

Pour en savoir plus sur Mourad Dhina et son combat, lire :

Le parcours de Mourad Dhina : une brève histoire de l'avenir (31/1/12)

http://hoggar.org/index.php?option=com_content&view=article&id=3139:le-parcours-de-mourad-dhina-une-breve-histoire-de-lavenir&catid=94:hoggar&Itemid=36

La menace d'extradition pèse toujours sur Mourad Dhina, par Gilles Munier (AFI-Flash - mars 2012)

<http://www.france-irak-actualite.com/article-la-menace-d-extradition-pese-toujours-sur-mourad-dhina-102163863.html>

La source originale de cet article est [france-irak-actualite.com](http://www.france-irak-actualite.com)

Copyright © [Gilles Munier](http://www.france-irak-actualite.com), [france-irak-actualite.com](http://www.france-irak-actualite.com), 2013

Articles Par : [Gilles Munier](#)

Avis de non-responsabilité : Les opinions exprimées dans cet article n'engagent que le ou les auteurs. Le Centre de recherche sur la mondialisation se dégage de toute responsabilité concernant le contenu de cet article et ne sera pas tenu responsable pour des erreurs ou informations incorrectes ou inexactes.

Le Centre de recherche sur la mondialisation (CRM) accorde la permission de reproduire la version intégrale ou des extraits d'articles du site Mondialisation.ca sur des sites de médias alternatifs. La source de l'article, l'adresse url ainsi qu'un hyperlien vers l'article original du CRM doivent être indiqués. Une note de droit d'auteur (copyright) doit également être indiquée.

Pour publier des articles de Mondialisation.ca en format papier ou autre, y compris les sites Internet commerciaux, contactez: media@globalresearch.ca

Mondialisation.ca contient du matériel protégé par le droit d'auteur, dont le détenteur n'a pas toujours autorisé l'utilisation. Nous mettons ce matériel à la disposition de nos lecteurs en vertu du principe "d'utilisation équitable", dans le but d'améliorer la compréhension des enjeux politiques, économiques et sociaux. Tout le matériel mis en ligne sur ce site est à but non lucratif. Il est mis à la disposition de tous ceux qui s'y intéressent dans le but de faire de la recherche ainsi qu'à des fins éducatives. Si vous désirez utiliser du matériel protégé par le droit d'auteur pour des raisons autres que "l'utilisation équitable", vous devez demander la permission au détenteur du droit d'auteur.

Contact média: media@globalresearch.ca